



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 31 OCTOBRE 2018

MONUSCO :

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies rencontre actuellement chacun des 21 candidats à l'élection présidentielle.

Ces réunions entrent dans le cadre des bons offices de Leila Zerrougui qui visent à contribuer à l'instauration d'un climat de confiance parmi les parties prenantes au processus électoral, préalable nécessaire à des élections apaisées le 23 décembre prochain.

Les membres du Conseil de sécurité ont adopté hier à l'unanimité la résolution 2439 dans laquelle ils demandent à toutes les entités compétentes du système des Nations Unies d'accélérer leur intervention face à l'épidémie d'Ebola qui sévit actuellement en République démocratique du Congo.

Le texte présenté par l'Éthiopie et la Suède comporte quatre points essentiels : Le Conseil se dit profondément préoccupé par l'état global de la sécurité dans les zones touchées par l'épidémie d'Ebola, qui compromet gravement l'intervention d'urgence et facilite la progression du virus. Il demande à tous les groupes armés, y compris les ADF, de mettre immédiatement un terme aux hostilités.

Le Conseil demande également à toutes les parties prenantes de permettre le libre passage de l'ensemble du personnel humanitaire et médical ainsi que du matériel dans le strict respect du droit international.

3^e point à retenir : le Conseil se déclare vivement inquiet sur la possibilité que le virus se propage dans les pays frontaliers de la RDC. Le Conseil insiste également sur l'importance de maintenir un appui et un engagement internationaux sur les plans financier, technique et de dons en nature, afin à la fois d'endiguer l'épidémie et de contribuer au renforcement des systèmes de santé congolais pour empêcher toute dégradation ou répétition de la crise.

Enfin, mention spéciale à la MONUSCO dont le Conseil note le rôle positif important afin d'appuyer l'action menée par le Gouvernement congolais, l'Organisation mondiale de la santé et les autres acteurs pour endiguer l'épidémie et veiller à protéger effectivement les civils dans sa zone d'opérations.

Pour finir, une nouvelle brève en provenance de Lubumbashi où 40 des 140 éléments d'une unité de police constituée égyptienne sont arrivés vendredi dernier en provenance de Bukavu. Avec pour mission de protéger les civils et les installations des Nations Unies pendant et après la période électorale.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Affaires civiles :

Sous la coordination de la section des Affaires civiles/ Kalemie, la MONUSCO a, du 9 au 12 octobre 2018, facilité la formation des inspecteurs territoriaux du Tanganyika. C'était au cours d'un atelier de quatre jours initié dans le cadre du projet de Gouvernance sécuritaire participative.

Ce projet contribue au renforcement de la prise en compte par les acteurs étatiques des besoins et attentes de protection des populations et de la coordination des réponses aux menaces dans le Tanganyika. Deux experts en gouvernance sécuritaire du Ministère de l'Intérieur venus de Kinshasa ont animé cet atelier qui a réuni une quinzaine de participants principalement des administrateurs territoriaux appelés à former leurs homologues. Au nombre des thématiques abordées, on peut citer : gouvernance sécuritaire ; protection civile et sécurité, prévention et résolution de conflits, examen d'un plan sécuritaire et mécanisme de suivi.

Une mission multisectorielle composée de la section des Affaires civiles, police MONUSCO, observateurs militaires, DDR et Force de la MONUSCO, s'est rendue le 16 octobre 2018 à Tumbwe-Koki, localité située à une vingtaine de km au sud de Kalemie-centre. Un délégué de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ainsi qu'un représentant de la chefferie Tumbwe, ont également pris part à la visite de terrain.

La mission avait pour objectif principal d'évaluer la situation sécuritaire. Elle a également pu s'enquérir des conditions de vie des populations constituées de personnes revenues généralement dans leur milieu d'origine. Tumbwe-Koki compte également parmi ses habitants des personnes déplacées qui ont été évacuées des sites autour de Kalemie en août dernier. Environ 450 ménages vivent aujourd'hui à Tumbwe-Koki et les besoins de la population de Tumbwe-Koki portent sur les questions liées à la scolarisation des enfants, considérée comme une priorité. L'alimentation et la santé ont également été citées comme étant des préoccupations majeures pour les communautés.

Le 23 octobre 2018, la section des Affaires civiles de Kalemie a mené une activité de sensibilisation aux outils de protection civile et d'alerte précoce dans le village de Mulange, à 16 km au sud de Kalemie. La police de la MONUSCO et le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme ont également pris part à l'activité.

Parmi les participants figuraient 71 acteurs de protection, dont 19 femmes, ainsi que le grand chef de Chefferie Tumbwe, les chefs de village, les responsables de femmes et de jeunes, les acteurs de la société civile, les responsables des services sécuritaires PNC et ANR, ainsi que les membres des comités locaux, points focaux et acteurs de la protection de Kalemie.

L'activité portait principalement sur une mise en œuvre efficace du processus d'alerte rapide, y compris le réseau d'alerte précoce communautaire afin d'améliorer le partage d'informations et d'alertes entre les services de sécurité, les communautés et les autorités locales. Les participants ont également été formés au processus d'identification des menaces et des risques et de leur gestion. L'intervention du Bureau conjoint des Nations

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) s'est concentrée sur les concepts de base des droits de l'homme, adaptés au contexte local, tandis que la communication de la police de la MONUSCO a abordé les rôles et missions de la police vis-à-vis des civils, la qualité d'un bon policier et la nécessité d'une collaboration étroite et franche entre les autorités, la police et la communauté pour un environnement de sécurité renforcée.

Information publique :

La section de l'Information publique/Kalemie poursuit sa campagne de vulgarisation de la Déclaration Universelle des droits de l'homme (DUDH). Cette campagne qui a pour message-clé : « Le droit à la paix – la paix, c'est mon droit, la paix, c'est ton droit ! » est menée avec l'appui du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme de Kalemie.

La troisième rencontre s'est tenue le 18 octobre 2018 au Centre Neema de Kalemie. Les participants étaient essentiellement composés des chefs de quartiers, chefs d'avenue et chefs de blocs de la ville de Kalemie, soit 55 personnes dont 10 femmes. Les notions essentielles relatives au droit à la paix en tant que droit de troisième génération ont été développés, tels que les droits politiques, sociaux/civils, solidarité, etc. Pour les participants, le droit à la paix est loin d'être une réalité principalement dans la province citant de nombreuses violations de droits de l'homme, les conflits interethniques récurrents, la corruption et l'impunité, les questions d'insécurité, les violences sexuelles basées sur le genre (VSBG), l'activisme des milices, l'absence de l'autorité de l'Etat dans certaines localités etc. Enfin quelques stratégies relatives à leur contribution à la paix ont été abordées, principalement la nécessité du respect et de la mise en application des lois, la lutte contre les VSBG et le refus des résolutions à l'amiable, la lutte contre l'insécurité etc. Les participants ont recommandé de poursuivre avec la sensibilisation de la DUDH.

Protection de l'enfant :

Dans le cadre de son approche préventive contre les violations graves et la stratégie de lutte contre le recrutement des enfants dans les groupes armés, la section Protection de l'enfant de la MONUSCO, en partenariat avec la Fédération congolaise de football association et la fondation Fally Ipupa, a participé à une soirée de gala organisée par Vodacom Ligue à Kinshasa le 12 octobre 2018.

Au cours de cette soirée la Section Protection de l'Enfant a projeté une vidéo de sensibilisation portant un message de plaidoyer produit par l'artiste musicien Fally Ipupa, l'ambassadeur de la lutte contre le recrutement d'enfants par les groupes armés. Le message de plaidoyer de l'artiste international demande aux groupes armés de libérer les enfants. Fally Ipupa explique lui-même son rôle en disant « j'ai accepté de demander la libération des filles et garçons qui sont encore captifs dans les groupes armés pour appuyer les efforts de la MONUSCO dans la lutte contre le recrutement et l'utilisation des enfants »

Du 30 octobre au 1^{er} novembre 2018, à Bukavu, le Bureau pour le Volontariat au service de l'enfant et la santé (BVES), ONG partenaire de la section Protection de l'enfant organise un atelier sur le thème

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

général de la prévention du recrutement, des violences sexuelles et d'autres violations graves des droits des enfants causées par les groupes armés.

Pendant trois jours, les participants, membres de la société civile du Nord et du Sud-Kivu, vont réfléchir sur les stratégies pour arrêter l'implication de la communauté dans l'envoi et le recrutement des enfants dans les groupes armés. Plusieurs sessions de cet atelier seront facilitées par les conseillers et la cheffe de la MONUSCO-Protection de l'Enfant.

La section Protection de l'enfant est particulièrement préoccupée par la montée des violations graves des droits de l'enfant et divers cas d'enlèvement, meurtre et mutilation des enfants dans la ville et le territoire de Beni.

Pendant les deux dernières semaines, au moins une vingtaine d'enfants (filles et garçons) de 5 à 17 ans ont été enlevés par les présumés ADF pendant leurs incursions dans différentes localités de Beni. En raison de l'insécurité dans le Grand Nord de la province du Nord-Kivu (Beni-Butembo), les syndicats des enseignants ont déclenché une grève qui risque de priver les enfants du droit à l'éducation.

A l'issue de son plaidoyer de proximité pour la sortie des enfants des groupes armés, 43 enfants âgés de 12 à 17 ans (39 garçons ; 4 filles), ont été libérés par un groupe armé dans le territoire de Masisi et 12 autres enfants dont 9 garçons et 3 filles ont été séparés dans la plaine de Ruzizi en territoire d'Uvira la semaine passée. Cette sortie de 55 enfants est la preuve que les messages de lutte contre le recrutement d'enfants atteignent progressivement les cibles.

Equipe de pays :

La situation de l'épidémie de choléra en RDC reste très préoccupante. De janvier à mi-octobre 2018, 23 166 cas suspects dont 798 décès ont été notifiés.

L'ampleur de la situation générale de choléra est liée à l'atteinte de l'espace Kasai au début du mois d'octobre 2017, par la province de la Lomami alors que cette partie du pays n'avait pas connu d'épidémie de choléra depuis plus de 15 ans. Contrairement aux situations antérieures où la majorité des cas était rapportée dans les régions endémiques de l'est du pays, c'est la quasi-totalité de la RDC, avec 24 provinces sur les 26, qui a été touchée avec l'atteinte des provinces de la région du Kasai alors que l'évolution générale tendait déjà à la baisse.

Avant l'épidémie dans cette région, la moyenne du nombre de cas notifiés par le pays était de 835 par semaine. Lorsqu'à partir du mois d'octobre 2017, la région du Kasai a été affectée, la moyenne est passée à plus de 1 900 cas par semaine. Au 23 septembre 2018, les provinces du Kasai ont notifié 36 % des cas et 64 % de décès.

La situation épidémiologique actuelle du choléra peut traduire la réponse tardive à une flambée de cas ou encore la faible qualité de soins par manque de ressources, dont les prestataires formés. Elle peut également s'expliquer,

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

en partie, par l'apparition de cas dans de nouvelles zones où le système de santé n'avait pas d'expérience dans la réponse choléra ; d'où les insuffisances dans la prise en charge.

La concentration des efforts de réponse dans la nouvelle zone affectée a favorisé la tendance à la baisse dans la région du Kasai depuis quelques semaines. On observe, cependant, une tendance à la hausse dans les zones endémiques du Tanganyika et du Sud-Kivu mais aussi dans la Lomami et le Kongo Central.

Globalement, la situation actuelle démontre que l'épidémie de choléra de 2017 ne s'est jamais tassée. Au cours de l'année 2017, la RDC a notifié plus du double de la moyenne annuelle des cas de ces cinq dernières années, et la moitié des Zones de Santé, soit 230 sur les 516 ont été touchées. Au total, 1 145 décès pour 54 588 cas ont été notifiés.

Les ressources mobilisées par le Fonds Humanitaire RDC couvrent une durée moyenne de cinq mois dans les volets santé et eau, hygiène et assainissement, soit pour la période de juillet 2018 à mars 2019 pour la région du Kasai. Le volet santé de ce financement qui court jusqu'en décembre 2018 cible plus de 35 000 personnes alors que le volet eau, hygiène et assainissement cible près de 196 000. La cible pour les deux volets est répartie entre la région du Kasai, Kalemie, dans le Tanganyika et Pweto dans le Haut-Katanga.

Avec l'appui technique de l'OMS, le Ministère de la santé vient d'élaborer une stratégie ciblant plus de 6 millions de bénéficiaires. La requête d'environ 12 millions de doses de vaccins contre le choléra est soumise à la Task Force Globale de Contrôle du Choléra. La stratégie développée à cet effet projette les activités de vaccination par pallier dans les provinces affectées entre novembre 2018 et avril 2020. Plus de 5,1 de personnes sont ciblées par ces opérations de vaccination.

Ce mois-ci, le HCR a construit trois nouvelles écoles primaires en provinces de Nord-Ubangi, Sud Ubangi et Bas-Uélé.

Celles-ci serviront aux enfants réfugiés centrafricains comme aux enfants congolais ; le HCR encourage ainsi la coexistence pacifique en même temps que l'éducation. Le 15 octobre, la Représentante régionale du HCR a inauguré l'une de ces écoles, celle de Libenge au Sud-Ubangi, qui accueille une majorité d'enfants congolais et quelques réfugiés, ce dans le but d'assurer l'intégration de la population locale dans l'assistance du HCR.

Pour les deux autres écoles, le HCR a encouragé la communauté locale et les réfugiés à participer à la construction. Dans le village de Nzakara, à 30km de Gbadolite en province du Nord-Ubangi, la population locale a contribué des briques cuites, des moellons et du sable, tandis que la charpente et les tôles ont été apportées par le HCR. Pour cette nouvelle année scolaire, les enfants de Nzakara peuvent ainsi étudier dans de nouvelles salles de classe, et dans de bien meilleures conditions. Une école du village de Kanzawi, dans le Bas-Uélé, a, elle aussi, été construite de cette manière collaborative.

Ce type d'initiative du HCR encourage la participation de la communauté congolaise à l'accueil des réfugiés centrafricains, mais aussi au développement conjoint des localités d'accueil. Cela entretient en même temps la

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

coexistence pacifique entre population hôte et réfugiés. En plus de cela, le HCR a pu inscrire près de 7 500 enfants réfugiés centrafricains à l'école primaire dans 4 camps de réfugiés au Nord et Sud-Ubangi.

En octobre, le HCR a finalisé la construction d'une fabrique de serviettes hygiéniques et de savon pour les congolais déplacés internes et les populations locales dans le territoire du Masisi, au Nord-Kivu. Après avoir reçu une formation en couture et fabrication de savon, 67 déplacés internes et membres de la communauté hôte peuvent maintenant fabriquer eux-mêmes des serviettes en tissu et autres produits hygiéniques qui serviront aux femmes lors de leurs menstruations.

Dans des situations de déplacement forcé, l'hygiène menstruelle est un défi persistant pour les femmes et filles en RDC, car elles n'ont pas accès aux produits dont elles ont besoin et font ainsi face à des discriminations pendant leurs règles. Le manque de serviettes adéquates et abordables sur le marché local présente en effet un défi énorme. Le HCR cherche à renverser cette tendance, en y rattachant à la place des opportunités d'emploi. Les femmes et hommes qui travaillent dans la fabrique peuvent en effet revendre leurs produits et s'assurer un certain revenu, tout en répondant aux besoins des femmes.

Pour développer cette initiative, le HCR a besoin de fonds supplémentaires car les besoins en hygiène menstruelle sont récurrents, mais restent non-couverts. Les femmes réfugiées sud-soudanaises des camps de Meri et Biringi rapportent l'insuffisance des kits menstruels qui leurs sont fournis ; un savon, quelques serviettes, quelques sous-vêtements et un petit seau d'eau pour 3 mois, qu'elles doivent souvent partager avec les nouvelles réfugiées qui continuent d'arriver du Soudan du Sud, ou avec les jeunes filles atteignant l'âge de la puberté. Des fonds supplémentaires permettraient d'encourager la production de ces produits hygiéniques, les rendant ainsi plus accessibles aux femmes, tout en contribuant à une autonomisation des réfugiés et déplacés internes.

La communauté internationale célèbre ce vendredi 2 novembre 2018 la cinquième Journée Internationale de la fin de l'impunité des crimes commis contre les journalistes.

Cette journée est l'occasion d'évaluer les efforts déployés pour répondre aux problèmes de sécurité auxquels font face les journalistes, dans leur travail d'investigation et de publication, et à l'impunité des attaques et des crimes dont ils sont encore trop souvent l'objet.

« Pour sensibiliser le public à la question de l'impunité des crimes contre les journalistes, l'UNESCO lance, en ce 2 novembre, une nouvelle campagne : *#TruthNeverDies*. En Français, « *La vérité ne meurt jamais* » dans l'objectif est d'encourager la publication d'articles rédigés par ou en hommage à des journalistes tués dans l'exercice de leur métier. À cette fin, l'UNESCO a élaboré une boîte à outils à l'attention des médias qui souhaitent participer à l'opération. » Ceci ressort du message de la Directrice générale de l'UNESCO, Mme Audrey Azoulay publié à cette occasion.

Mme Audrey a salué les avancées importantes qui ont été accomplies ces cinq dernières années, notamment pour la sensibilisation de l'opinion et des acteurs politiques à cette question de l'impunité. La Directrice générale de l'UNESCO a fait mention du renforcement du cadre juridique international avec l'adoption, depuis 2013, de

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

plus de 10 résolutions par des organismes des Nations Unies, et en même temps du défi qui reste à réaliser en termes de mise en œuvre des mesures nécessaires au niveau national.

Depuis 2006, l'UNESCO a condamné les meurtres de 1 010 journalistes et professionnels des médias. Neuf cas sur dix n'ont pas été portés devant la justice. A Kinshasa, le bureau de l'UNESCO organise ce vendredi 2 novembre 2018 un Café de presse, sur invitation, sous le thème « Renforcer la sécurité des journalistes est un enjeu de démocratie ».

Situation militaire :

(Par le Commandant Nabil CHERKAoui, porte-parole militaire de la MONUSCO)

Les principales informations de la semaine concernant la situation sécuritaire dans les différentes provinces :

La situation sécuritaire dans les zones où la Force est présente reste marquée par l'existence de poches de violence soit du fait d'affrontements entre groupes armés, soit du fait d'attaques de ces groupes armés contre les forces de sécurité nationales.

En Ituri, les troupes des FARDC et celles de la MONUSCO ont intensifié des patrouilles conjointes, de jour et de nuit, visant la protection des civils et à prévenir le développement de la violence.

Dans le territoire du Nord-Kivu, la situation reste tendue, instable et imprévisible. En l'occurrence, le 25 octobre 2018, à minuit, les éléments NDC-R ont attaqué la position des CNRD dans le village de Bitongi, approximativement deux (2) Km à l'ouest de Kalembe, aboutissant à un échange de tirs jusqu'à 4h00 du matin. Ces affrontements ont fait deux morts dans les rangs des CNDR et malheureusement, deux civils ont également trouvé la mort au cours des combats.

Dans le territoire de Beni, une forte délégation de la mission, avec à sa tête la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, accompagnée du Commandant de la Force, le Lieutenant-Général Elias Rodriguez M. Filho, s'est rendue à Beni le 18 octobre afin d'apprécier la situation sur le terrain. Le Commandant de la Force en a profité pour tenir une séance de travail avec les plus hauts responsables des FARDC, leurs échanges ont principalement porté sur les conditions d'une reprise des opérations conjointes MONUSCO-FARDC.

Depuis de nombreuses semaines, les FARDC, appuyées par la Force de la MONUSCO, ont déployé et ont effectué des patrouilles intensives, de jour et de nuit, visant à protéger les civils et à prévenir la violence autant que le permet notre présence et la diffusion d'alertes par les réseaux communautaires ou d'échanges entre la MONUSCO et les FARDC. Dans ce cadre, les forces de la MONUSCO ont effectué des patrouilles dans les zones de Ngite, Ngadi, Paida et Muzambayi en tant que mesure proactive pour la protection des civils. Parallèlement, la Force de la MONUSCO continue de contribuer à faciliter l'action des agences humanitaires

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

en charge de la lutte contre Ebola dans la région de Beni. Ainsi, la Force contribue à la sécurisation des stationnements et déplacements des équipes de l’OMS jour et nuit dans la région de Mavivi et de Beni.

Dans les Kasai, actuellement, une attention particulière est portée sur la localité de Kamako à l’ouest de Tshikapa où les troupes de la MONUSCO participent à la sécurisation des camps des personnes qui proviennent de l’Angola.

Enfin, malgré la continuité des affrontements entre les groupes armés, la mission de protection par projection obtient des résultats encourageants. Ainsi, au cours du mois d’octobre, 79 éléments appartenant à divers groupes armés parmi lesquels, 73 enfants soldats se sont rendus à la MONUSCO. Ils sont actuellement sous la charge du département DDRRR de la mission en vue de leur réinsertion.

Pour conclure, La MONUSCO poursuivra, quoiqu’il en soit, sa mission de protection des populations civiles de manière impartiale et rigoureuse ainsi que les opérations de neutralisation des groupes armés qui menacent la sécurité des civils ou de la MONUSCO.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l’Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13